

Nouvelles pratiques sociales



Réflexions printanières

Yves Vaillancourt

Volume 7, numéro 1, printemps 1994

L'arrimage entre le communautaire et le secteur public

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301246ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301246ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vaillancourt, Y. (1994). Réflexions printanières. *Nouvelles pratiques sociales*, 7(1), 1–4. <https://doi.org/10.7202/301246ar>



Réflexions printanières

Yves VAILLANCOURT
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

Comme le présent numéro de la revue est plutôt substantiel, j'ai opté pour un éditorial léger pour permettre aux lecteurs de mieux apprécier encore les textes qui suivent.

UNE AUTRE BELLE ENTREVUE

Avec ce douzième numéro, nous publions également notre douzième entrevue. Avec le temps, nos lecteurs ont développé de l'attachement pour la rubrique de l'entrevue. En effet, plusieurs personnes nous ont laissé savoir que c'est le premier texte qu'elles lisent en recevant leur exemplaire de NPS. Ce type de commentaire ne nous surprend pas. Avec pour créneau le renouvellement des pratiques sociales, nous avons tout intérêt à mettre à contribution l'apport inestimable des *reflectives practitioners*, pour reprendre le titre judicieux d'un bel ouvrage de Donald Schön (1983). Plusieurs des entrevues publiées dans nos numéros antérieurs ont confirmé la pertinence de ce pari. Dans ce numéro, l'entrevue avec Denise Julien, une leader communautaire de la région des Hautes-Laurentides, s'inscrit dans cette tradition.

En lisant cette entrevue stimulante, j'ai trouvé, personnellement, que Denise Julien, à partir de plusieurs exemples, permettait de faire atterrir, de façon simple et convaincante, le concept d'« intersectorialité » qui, tout en occupant une place centrale dans *La politique de la santé et du bien-être*

(Québec, 1992 : 171), risque fort de demeurer nébuleux, si l'on ne parvient pas à l'associer à des formes d'opérationnalisation dans des pratiques concrètes. L'entrevue nous permet, également, de toucher du doigt la richesse du développement économique communautaire, de saisir la nécessité de faire la jonction entre l'économique et le social et la possibilité de concilier la création d'emplois avec la réponse à des nouveaux besoins de services sociosanitaires.

L'ARRIMAGE ENTRE LE COMMUNAUTAIRE ET LE SECTEUR PUBLIC : UN DOSSIER, UN COLLOQUE ET DES DÉBATS À POURSUIVRE

Concernant le dossier sur l'arrimage entre le communautaire et le secteur public, j'ai la conviction que nos lecteurs lui trouveront plusieurs qualités. En plus d'être bien documentés et de mettre en relief diverses facettes du thème, les onze pièces du dossier témoignent d'un certain pluralisme idéologique et nous mettent en présence d'interprétations assez contrastées des rapports qui se sont établis ces dernières années entre l'État et les organismes communautaires, dans le champ de la santé et des services sociaux en particulier.

Dans le prochain numéro qui paraîtra à l'automne, nous reviendrons à la charge sur la question de l'arrimage entre le communautaire et le public en publiant une dizaine de textes additionnels à l'intérieur de la rubrique « Actualité ». Ces textes sont des dérivés du colloque NPS sur l'arrimage entre le communautaire et le public, qui a eu lieu le 22 avril dernier. Soulignons au passage que ce colloque a été une grande réussite. Le sujet et la formule retenus ont satisfait les attentes de la grande majorité des 300 participants et participantes qui s'étaient inscrits. Devant le succès de ce premier colloque, le comité de rédaction de NPS a pris la décision de récidiver au printemps prochain.

UN AUTRE DOSSIER À SURVEILLER DE PRÈS, LA RÉFORME AXWORTHY

Dans la rubrique « Actualité », nos lecteurs trouveront trois articles concernant la réforme Axworthy dans le domaine de la sécurité sociale. Ces trois textes sont issus de mémoires présentés devant le Comité permanent du développement des ressources humaines, à Ottawa, en mars dernier. J'aimerais émettre quelques brefs commentaires concernant les enjeux de cette réforme lancée en janvier 1994 par le titulaire du mégaministère du Développement des ressources humaines.

D'abord, cette réforme est couverte plus ostensiblement dans les médias canadiens que dans les médias québécois¹. Néanmoins, elle interpelle un grand nombre d'organismes sociaux québécois, notamment du côté syndical et communautaire, en les incitant à définir leurs positions sur les politiques sociales. Ce point est encourageant et prometteur, même si la réforme Axworthy, en raison de ses visées hautement centralisatrices et de son traitement cavalier de la dynamique fédérale-provinciale, risque fort d'échouer en cours de route. En effet, même si elle n'atteint pas tous ses objectifs, la réforme Axworthy aura au moins eu le mérite de forcer les divers acteurs intéressés aux politiques sociales, au Canada et au Québec, qu'ils soient dans des mouvances de gauche ou de droite, à se poser des questions sur certaines lacunes des principaux programmes de sécurité du revenu, cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En particulier, elle met à l'ordre du jour le problème de la dépendance lié à l'apparition du chômage de longue durée.

Enfin, l'opération lancée par le ministre Axworthy est ambiguë à plus d'un égard, ne serait-ce que le fait qu'elle est entreprise par un gouvernement qui, à l'automne 1993, ne parlait que de création d'emploi et de non-modification des programmes sociaux. Mais il faut prendre note que les questions posées par le ministre Axworthy sont à l'ordre du jour dans plusieurs pays de l'OCDE (1994). Les progressistes ne peuvent pas en faire fi, même si les néolibéraux les traitent d'une façon suspecte.

1. Les principaux médias canadiens ont souvent un journaliste spécialisé en politiques sociales, ce qui n'est pas le cas dans les principaux médias québécois comme *La Presse* et *Le Devoir*. En conséquence, les médias canadiens, le *Globe and Mail* en particulier, ont systématiquement informé leurs lecteurs sur le développement de la réforme Axworthy, en lui consacrant souvent la première manchette. C'est ainsi que, le 25 juin dernier, le *Globe and Mail* commentait à la une la tournée que le ministre Axworthy poursuivait dans les provinces pour obtenir des appuis à ses projets de réforme (Greenspon, 1994). Toutefois, ce type d'information ne se retrouvait pas dans les médias québécois, même si dans les jours qui ont précédé, plusieurs membres du cabinet Chrétien étaient allés à Québec pour discuter de la réforme Axworthy avec des membres du cabinet de Daniel Johnson.

Bibliographie

- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 192 p.
- GREENSPON, Edward (1994). « Axworthy Hits Road for Social Reform. Goal Is to Get Provinces on Side and Release Overdue Action Plan in July », *The Globe and Mail*, 25 juin, A1, A3.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) (1994). *L'étude de l'OCDE sur l'emploi. Faits. Analyse. Stratégies*, Paris, OCDE, 56 p.
- SCHÖN, Donald A. (1983). *The Reflective Practitioner. How Professionals Think in Action*, New York, Basic Books Inc., Publishers, 374 p.